

Un dollar par baril contre la misère

par Olivier Giscard d'Estaing

Président du Comité d'action pour un parlement mondial



La considérable augmentation du prix d'achat du baril de pétrole agite les opinions publiques et préoccupe les économistes et les professionnels, dont les coûts se trouvent accrus. Elle met en cause la croissance économique, sur laquelle se basent les espoirs de réduire le chômage et les déficits publics. Mais, au lieu de s'alarmer, il serait préférable de faire une analyse sereine de ce phénomène et d'en déduire un programme d'actions bénéfiques et humainement honorables.

Ce prix élevé ne résulte pas de décisions égoïstes des producteurs, qui manipuleraient les prix ou limiteraient leur production. Il est la conséquence d'une loi économique fondamentale : le prix résulte de l'équilibre entre l'offre et la demande. Cette dernière étant en forte augmentation –ne serait-ce que par la demande chinoise- et risquant de se poursuivre, alors que l'offre actuelle correspond aux moyens de production existants, on ne peut pas s'attendre à une baisse prochaine et spectaculaire des cours du baril, même en cas d'annonce de réserves supplémentaires rapidement exploitables.

On assiste à de nouveaux transferts de richesses considérables et sans précédent au profit des producteurs de pétrole. Si les prix de revient de la production se situent entre 5 et 15 dollars le baril, le cours de 30 dollars assurait déjà des moyens financiers énormes pour les pays producteurs de pétrole. Maintenant, ce surprix de quelques 20 dollars supplémentaires par baril leur permet d'emmagasiner des sommes considérables.

Cela représente pour la seule compagnie British Petroleum 1 million de livres sterling par heure. La production mondiale actuelle de 84 millions de barils par jour, dont 30% pour les pays de l'OPEP, assure aux producteurs un supplément de 1,8 milliard de dollars par jour.

Le vrai problème qui se pose à l'économie mondiale est l'usage qui en sera fait.

J'ai proposé il y a quelques mois que les pays consommateurs de pétrole perçoivent une taxe de un dollar par baril consommé, ce qui permettrait la contribution des 50 milliards de dollars nécessaires annuellement pour atteindre les objectifs du millénaire dans sa lutte contre la misère. La carence des Etats à s'orienter dans cette direction, bien qu'ils s'enrichissent fiscalement de ces coûts élevés, m'incite à m'adresser à vous les producteurs de pétrole, entreprises étatiques, publiques ou privées, pour prendre la courageuse décision d'affecter une partie de ces nouvelles ressources à contribuer à lutter contre la misère, la maladie, la malnutrition, ainsi qu'à promouvoir la défense des enfants et les programmes de formation et d'enseignement.

Tous ont déjà fait preuve de telles préoccupations dans la gestion des budgets dont ils disposaient. Aujourd'hui, il s'agit d'une nouvelle dimension sans commune mesure avec les ressources du passé. Un geste de leur part pourrait transformer l'ambiance sociale, économique et politique de notre planète.

L'initiative que prendrait l'OPEP pourrait s'inspirer des principes du plan Marshall.

Ce dispositif mutuellement bénéfique, proposé par les Etats-Unis pour la reconstruction de l'Europe de l'après-guerre, a consisté dans la mise en place de crédits d'achats d'équipements et de produits agricoles aux pays qui l'accepteraient. Le montant total de cette aide a atteint 15 milliards de dollars de l'époque –largement 100 milliards de dollars d'aujourd'hui- Il a grandi l'image des Etats-Unis, avec une durable reconnaissance des pays bénéficiaires. On peut s'attendre à une telle action de la part des Etats-Unis contemporains. Aux pays producteurs de pétrole de prendre une initiative comparable.

Je lance cet appel à leur conscience et à leur compétence parce que j'ai la conviction que de telles propositions peuvent éveiller chez eux qui sont responsables de notre santé économique et de nos équilibres sociaux, les réflexions et les décisions nécessaires.

Olivier Giscard d'Estaing

www.geopolitis.net